

1er - 16
avril
2000

n° 132

septième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transportation

DANZAS
Logistics
Worldwide

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh
Tel / Fax : 023 216 723
Tel / Fax : 023 362 960

Valeurs asiatiques ?

Ya-t-il des "valeurs asiatiques" spécifiques ? C'est l'un des sujets inépuisables qui alimentent depuis des lustres le dialogue Asie-Occident. Cette notion fumeuse est pratiquée. Certains chefs d'Etat évoquent les "valeurs asiatiques" lorsqu'ils veulent échapper à l'hégémonie morale que d'autres chefs d'Etat cherchent à leur imposer.

Utilisées ainsi comme une palissade, les "valeurs asiatiques" sont surtout le droit pour le pouvoir d'agir comme bon lui semble, et de refuser tout examen, tout contrôle extérieurs. Les valeurs asiatiques s'opposeraient ainsi en premier lieu à la démocratie, supposée "valeur occidentale".

Les choses en sont pas si nettement tranchées. Non seulement on trouve hors d'Asie beaucoup de chefs d'Etat partisans et praticiens de ces "valeurs asiatiques", mais l'Asie même offre des exemples de démocratie réellement appliquée.

Selon le Dr Lao Mong Hai, les vraies valeurs asiatiques seraient à chercher du côté du bouddhisme, et il fait observer que, peut-être, les idées du Bouddha, qui voulait notamment supprimer les castes de l'Inde, ont pu filtrer jusque dans la Grèce antique et inspirer là Solon, Cléisthène, Périclès, Démosthène, Platon ...

De sorte qu'il n'y aurait pas de "valeurs asiatiques" ni de "valeurs occidentales", mais valeurs communes, qui sont estompées, évoquées ou appliquées, voire assénées selon les circonstances.

De sorte aussi qu'avec ces notions communes, ces valeurs partagées, le dialogue reste possible.

Lorsque les bailleurs de fonds parlent de "bonne gouvernance", personne n'a de grand effort à faire pour comprendre ce dont il s'agit. Aurait-on enfin trouvé le vocabulaire adéquat ? C.n.

Cambodge, Mékong, Vietnam... complémentaires ?

Une trentaine de chefs d'entreprises français de l'agriculture et de l'agro-industrie, de France d'une part, du Vietnam d'autre part, sont venus au Cambodge les 26 et 27 mars pour une mission exploratoire.

L'idée générale : maintenant que la paix est revenue, que les querelles s'effacent entre membres de l'ASEAN, que l'on peut se concentrer sur le développement, il faut voir plus grand, au-delà des frontières nationales, adopter comme dit Stéphane Robert, du ministère français de l'Agriculture, "une logique de bassin".

Une "logique de bassin"

Aménager le bassin des grands fleuves, ce n'est pas une idée nouvelle. Dans le cas du Mékong, on en discute, on l'étudie depuis plus de 40 ans. Mais l'évolution politique de la région, celle des besoins des populations, celle des techniques, et la disponibilité de ressources financières internationales importantes contribuent à rendre l'idée plus crédible.

Le Mékong, personne ne le conteste, peut être un puissant instrument de développement pour la Péninsule : il peut servir à irriguer de très vastes surfaces cultivables, à fournir de l'électricité, à transporter des marchandises, et des touristes. Jusqu'à présent toutefois, ces idées très générales n'ont guère été concrétisées à grande échelle. L'une des idées qui ont motivé la mission exploratoire est celle de rapprocher

Cambodge et Vietnam dans le domaine agricole.

Complémentarité Cambodge-Vietnam

De fait il existe une forte complémentarité entre Cambodge et Vietnam : "Le Cambodge a une vocation à produire des denrées agricoles et à leur faire descendre le Mékong", observe Philippe Serene, président de la Chambre de Commerce franco-vietnamienne à Ho Chi Minh, inspirateur de cette mission exploratoire : le Cambodge a des centaines de milliers d'ha de terres exploitables, de l'eau, du soleil, des hommes; et au Vietnam existe une forte demande de quantité des denrées que le Cambodge a vocation à produire.

Aller dans le sens que dicte la géographie, conjuguer les efforts pour le profit de chacun, c'est le bon sens, c'est l'avenir, chacun s'en persuade facilement.

Ce vaste programme, cette vision à long terme qui coïncide parfaitement avec l'objectif des responsables cambodgiens : faire du Cambodge "le grenier de l'ASEAN" (Cham Prasidh, ministre du Commerce, *cn* 128) il reste à les traduire en projets concrets.

une vocation française

C'est là que les entreprises françaises ont, de leur côté, vocation à intervenir :

- parce qu'elles sont parmi les plus performantes du monde (la France est le deuxième exportateur mondial de produits agricoles et agro-industriels, a rappelé l'ambassadeur de France

dans son allocution);

- parce que certaines sont déjà implantées au Vietnam notamment dans le delta;

- parce qu'elles trouvent au Cambodge un pays accueillant, où la plupart des hauts responsables sont francophones, comme l'ont montré dans leurs interventions le ministre de l'Agriculture M. Chea Song, le ministre des Ressources en Eau M. Lim Kean Hor et le secrétaire général du CDC Sok Chenda

- et parce que le Cambodge propose aux investisseurs des avantages substantiels.

Les bœufs et la charrue

Tous ces facteurs favorables une fois rappelés, on peut se demander, si l'on considère que les entreprises participant à cette mission sont non pas des investisseurs mais des spécialistes, des "équipementiers", des vendeurs de produits, de machines, de services destinés à des exploitations déjà existantes, si l'on ne met pas la charrue devant les bœufs, si l'on ne propose pas un attelage bizarre où l'on oublierait que l'investissement (les bœufs) doit venir d'abord, pour générer une production de denrées que l'on pourra ensuite diversifier, améliorer, augmenter, transformer, emballer, transporter, vendre, .. exporter même, générant ainsi commerce, ventes et achats de matériels, création d'emplois, revenus, amélioration du niveau de vie ...

Mais, parmi les entreprises en visite, pas d'investisseurs. Le Crédit agricole, discret, n'est là qu'en ac-

(suite page 2)

A l'intérieur

Cambodge, Mékong, Vietnam
Mong Reththy : Palmiers à huile ...
Crédit rural, Asia Invest
M. Marty : légumes "bio"

pp. 1 - 2

p. 3

pp. 4 - 5

p. 6

CEDAC

Pirates et stratèges

Livres : Vietnam

Médias

p. 6

p. 7

p. 8

p. 8

LE CAMBODGE, LE MEKONG, LE VIETNAM

compagnateur. Le premier mouvement serait d'être déçu. M. Sok Chenda a eu raison de s'étonner : comment se fait-il que les très grandes sociétés françaises, *Danone, Limagrain*, ... ne soient pas encore implantées au Cambodge ?

Le facteur déclencheur : La finance ? L'exemple ? L'idée ?

Peut-être faut-il attendre que des "pionniers" comme les chefs d'entreprise qui viennent de rendre visite au Cambodge, aient constaté de leurs yeux les réalités (grâce à l'exemple de plus "pionniers" qu'eux) et répandu cette information : le Cambodge est un pays accessible, accueillant, plein de possibilités ? Ou bien peut-être faut-il qu'une grande idée, un projet à long terme, apparaisse suffisamment crédible pour que se décident les grands investisseurs, pour que se risquent les banques ?

Un grand projet

Ce grand projet à long terme, générateur d'investissements importants, qui nécessite l'intervention de quantités d'entreprises spécialisées, très importantes comme la *Compagnie Nationale du Rhône*, les *Potasses d'Alsace, Total*, ... ou beaucoup plus petites mais prêtes à agir ; voilà ce qui a animé les discussions lors du symposium.

Idee générale : "penser Bassin du Mékong". Idee concrète déjà plus avancée : créer une zone portuaire sur le Mékong, au Vietnam, en aval de Cantho.

Pour J. Perrière (*Proconco/Potasses d'Alsace*), établi à Bien Hoa, c'est un dossier très motivant.

Zone portuaire à Cantho

Cette zone, explique J.B. Patoir, directeur de la Société d'Etude et de promotion Industrielle du Song Hau, recevra et traitera les denrées agricoles venues de toute la région et notamment du Cambodge tout proche. Cette zone sera un débouché, un "client" très important pour les produits agricoles Cambodgiens, qui atteindront cette zone portuaire facilement, et à peu de frais, par des barges.

Le trafic ne se fera pas que dans un sens : du Vietnam vers Phnom Penh remonteront des engrais, des "intrants", du matériel et des équipements de toutes sortes.

Ainsi sera créée cette dynamique qui manque au Cambodge, qui va contraindre l'agriculture cambodgienne à se moderniser, à s'organiser, à devenir plus compétitive, et qui en retour apportera des revenus non seulement à ses paysans mais à quantité d'activités induites.

Quelles suites concrètes à ces rencontres ? Philippe Serene est confiant : dans six mois, dans un an, on verra les premiers signes d'une évolution qui prendra beaucoup d'aplus dans au cours des années suivantes.

Manque de visibilité ? Ou de connaissances ?

Profiter d'un environnement enfin favorable, traduire ces vastes projets en projets concrets, c'est à quoi ont servi les exposés, les réunions, les discussions, les échanges de cartes et d'adresses e-mail entre les participants du symposium.

Une observation faite par certains des visiteurs : "on

manque de visibilité dans tous les domaines".

Ce n'est que partiellement vrai. Il serait plus exact de dire "de connaissances". Les conditions qu'un investisseur peut trouver au Cambodge sont facilement accessibles, les coûts peuvent être estimés avec une précision suffisante.

Pour les impôts et les taxes, il existe un code des investissements précis (au CDC), avec des "grilles" qui permettent de calculer soi-même avec précision à quelles exonérations un investisseur peut avoir droit. Pour les droits de douane, on peut en avoir une connaissance précise. L'essentiel a d'ailleurs été rappelé par le ministre de l'Agriculture.

La législation du travail existe. Les chapitres existants du Code de Commerce sont disponibles. On sait que la loi foncière est en cours de refonte, etc ...

Les faiblesses (le cadastre, ...), les manques - par exemple un tribunal de commerce - sont bien connus.

Les investisseurs peuvent trouver d'autre part auprès des gouverneurs de province toutes les informations locales dont ils peuvent avoir besoin : sur les cultures existantes et possibles, sur les terrains, sur la main d'œuvre, etc ...

Et il existe des organismes comme le Poste d'Expansion Economique, le CDC, les ministères, le club d'Affaires franco-cambodgien, ... et des entreprises déjà implantées au Cambodge qui tous peuvent aider les entreprises arrivantes. On trouve aussi beaucoup d'entreprises existantes dans le Cambodge Nouveau !

Ce qui est souvent mal connu en fait, ce sont les productions déjà existantes, par produits, et l'importance des échanges, qui

échappent souvent aux statistiques parce qu'ils sont très dispersés, constitués d'un grand nombre de mouvements de faible importance, saisonniers, ...

Même pour des produits aussi importants que le riz, et plus encore le pétrole, on ne peut chiffrer au juste les quantités qui traversent réellement les frontières.

Pour bien connaître les productions existantes, pour estimer les marchés potentiels, les investisseurs ont donc des études spécifiques à réaliser, comme *Agri-Sud* l'a fait pour une série de produits agricoles il y a quelques années.

Faiblesses de l'agriculture cambodgienne

Les discussions entre visiteurs et visités ont permis de lister les faiblesses de l'agriculture cambodgienne :

- manque la maîtrise de l'eau : ou bien inondations ou bien sécheresse;
- les semences sont souvent de qualité médiocre;
- peu d'engrais, peu de produits phyto-sanitaires;
- très peu de mécanisation;
- les rendements sont très faibles : 1 tonne à l'ha;
- très petites exploitations : l'agriculture au Cambodge, c'est plutôt du jardinage;
- le séchage est souvent défectueux;
- pas d'organisation de collecte : on ne peut pas fournir facilement des quantités importantes;
- les produits ne sont pas traités au Cambodge mais vendus bruts, le gain est faible;
- pas de suivi de la qualité. (On est loin d'un label);
- présentation, emballage, connaissance des marchés, commercialisation : faibles dans l'ensemble.

... De sorte que le potentiel est énorme !

A PROPOS ...

Cénotaphe

Le cénotaphe érigé par Sam Rainsy en face de l'Assemblée nationale à la mémoire des victimes du 30 mars 1997 (4 grenades au sein d'une manifestation qui ont fait au moins 17 morts et environ 125 blessés), enlevé par la police le même soir, et retrouvé le lendemain jeté dans Tonle Bassac, a été remis en place le 2 avril. Le cénotaphe n'a pas été enlevé sur l'ordre du gouverneur

de Phnom Penh Chea Sophara mais par la police du quartier.

Qu'un monument soit érigé sur les lieux de l'attentat en hommage aux victimes, et pour rappeler un épisode tragique de l'histoire du Cambodge, est une idée très largement approuvée par l'opinion, et par le directeur de l'Institut khmer pour la démocratie Dr Lao Mong Hay, par exemple.

Selon ses déclarations, le gouverneur de Phnom Penh donnerait l'autorisation d'un monument permanent.

Quotas aux enchères

La dernière vente aux enchères de quotas d'exportation vers les Etats-Unis aux industriels de la Confection a rapporté 4 millions de dollars au gouvernement, 108 usines y ont participé.

En 1999, ces ventes aux enchères ont rapporté 22 millions de dollars.

Malgré les quotas instaurés début 1999, le nombre des usines de confection est passé de 113 au début de 1999 à 190 actuellement selon le recensement du ministère de l'Industrie. Le pro-

duit des ventes, 390 millions de dollars en 1998 est passé à 640 millions en 1999.

L'augmentation des quotas chaque année comporte une part fixe et une part variable en fonction du respect de la législation du travail par les usines. L'augmentation de la part variable pour 2000 a été de 5%. Au total + 11% sur les 14% d'augmentation possibles (cn 129).

Un "cartel de l'essence" ?

L'une des causes de la hausse du prix de l'essence, passé à

PALMIERS A HUILE, TAPIOCA, SESAME, ...

PALMIERS À HUILE

Depuis les débuts du projet en 1992, depuis qu' a été inaugurée la pépinière en mars 1996 (cn 94), beaucoup de progrès ont été réalisés.

La surface plantée atteint maintenant 3 117 ha. L'évolution a été la suivante :

- 1997 :	500 ha
- 1998 :	1 200 ha
- 1999 :	1 600 ha

Les résultats sont bons, la qualité des fruits est tout à fait comparables à celle qu'on obtient en Malaisie, premier producteur mondial.

En 2000 cependant il aura un certain ralentissement des plantations : 500 ha.

La raison en est que les associés de Mong Reththy, Malaisiens et Singapouriens (les Coréens sont partis), ont des difficultés dues à la crise asiatique et retardent leurs versements. Actuellement les fruits sont coupés et perdus.

L'usine : en 2002

La construction de l'usine de traitement d'autre part est retardée aussi parce qu'on a attendu six mois une décision du CDC concernant des importations d'engrais.

Cette usine de traitement, "moulin à huile", sera terminée en 2002, un an plus tard qu'initialement prévu (cn 95). Une équipe en fait actuellement l'étude.

Des partenaires Français, pourquoi pas ?

Malgré ces difficultés, "oui, il s'agit d'un bon projet qui aura un bon rendement", nous dit M. Mong Reththy. "Je

cherche d'autres partenaires, et des Français pourquoi pas ? Ils pourraient nous apporter, dans l'ordre : de la technologie pour notre usine; du financement; et des marchés. Ces partenaires pourraient avoir des parts dans la société, au prorata de ce qu'ils apporteront, éventuellement une majorité ..."

Objectif : 11 000 ha

Le projet de MRT prévoit de planter en palmiers à huile la totalité du terrain disponible : 11 000 ha. Les revenus peuvent être alors de 11 millions de dollars par an.

Pour répondre à la consommation locale, il faudrait

planter 20 000 ha. Les revenus sont alors de 20 millions de dollars par an. Comme les coûts représentent environ 40 % de cette somme, les bénéfices sont de 60 %.

"Il faut bien voir aussi que ces 20 000 ha emploieraient 5000 personnes et donc, avec les familles, en feraient vivre 15 000", souligne M. Mong Reththy.

"Le marché de l'huile de palme peut se développer considérablement : les Américains consomment 40 kg d'huile de palme par an, les Japonais 25, les Cambodgiens 5 seulement ! Leur consommation augmentera beaucoup lorsque nous aurons une usine de transformation, elle pourrait dépasser 50 000 tonnes par an."

Village nouveau

Plus de 100 maisons ont été construites pour les employés. Ce sont de petites maisons sur pilotis, de 5m sur 6. L'eau est au puits. Il y a maintenant l'électricité, à partir du générateur de l'usine (on étend le réseau avec des poteaux). Il y a un hôpital, une école, un marché, mais il faut les agrandir.

Les travailleurs sont de deux catégories : 122 sont payés au mois. Et de 600 à 800, selon les besoins saisonniers, sont payés par semaine ou par jour.

Tous ont un petit terrain où ils peuvent cultiver des légumes. Et ne travaillent sur la

plantation que les volontaires.

L'expérience des squatters de Phnom Penh installés sur la plantation est positive. Ils sont 500 environ ac-

tuellement. Ne viennent que les volontaires. Pendant les six premiers mois, on leur donne du bois pour construire la maison, du riz, des semences de légumes; après six mois cette aide est arrêtée et les gens pour être payés doivent travailler à la plantation.

Il n'est pas vrai, dit M. Mong Reththy, que des squatters de Phnom Penh, déçus par leur nouvelle vie, soient retournés à Phnom Penh. Ce qui a pu faire croire cela, c'est qu'ils vont et viennent entre la plantation et Phnom Penh.

"Oui, on peut très bien envisager de faire venir plus de squatters de Phnom Penh,

Un entretien avec

MONG RETHTHY Directeur de MRT

La plantation Mong Reththy
Le projet de plantation de palmiers à huile de Mong Reththy Investment Oil Palm Co prévoit une surface de 11 000 ha, de part et d'autre de la route 4, non loin de Siهانoukville, correspondant à un investissement de 31 mio de dollars. Les investisseurs sont, outre Mong Reththy (40 %), des Malaisiens (30 %), des Singapouriens (10 %), et à l'origine des Coréens (20 %) (cn 94 et 107).

le montant de ces pots-de-vin sur les consommateurs. Le gouvernement ne touche rien". Une autre cause du prix élevé de l'essence : le gouvernement a conclu un accord avec les khmers rouges de Pailin conduits par Ieng Sary et leur garantit l'importation hors taxes de beaucoup de produits dont les carburants, qui sont vendus ensuite dans tout le Cambodge. Rien que pour l'essence, les pertes du gouvernement ont atteint au moins 42 mio de dollars en 1999. (suite p. 5)

mais nous ne prenons que les volontaires".

TAPIOCA

Seul jusqu'à présent à se lancer dans cette expérience, Mong Reththy prévoit de planter 1800 ha de manioc. Actuellement 1 200 ha sont déjà plantés, à proximité de la route 4, comme les plantations de palmiers à huile.

Pour le manioc, y a deux récoltes par an. La technique est thaïlandaise. La première récolte aura lieu en avril.

L'usine de tapioca : active dès fin avril

Une usine de traitement est en construction, pour un coût de 2,8 à 3 millions de dollars. Elle est presque terminée, son inauguration doit avoir lieu fin avril, pour la première récolte de manioc. Elle sera opérationnelle début mai.

Elle aura une capacité de 200 tonnes/jour. Le rendement est de 25 % : elle pourra produire 50 tonnes de farine de manioc (tapioca) par jour.

Le générateur d'1 MW qui l'alimente fournit aussi de l'électricité aux maisons des travailleurs. Le réseau est en cours d'extension.

Comme pour le caoutchouc et pour l'huile de palme la vente de la farine de manioc est facile, dit M. Mong Reththy. On pourrait augmenter encore les surfaces et la production !

SÉSAME, SOJA ...

Autres projets de MRT :

- Planter du sésame entre les rangs de palmiers à huile.
- Construire une usine de sésame.

- planter du soja et construire une usine pour produire de l'huile ...

et les étrangers ?

Ils sont les bienvenus dans l'agro-industrie au Cambodge, répète M. Mong Reththy (cn 107). Il y a place ici pour beaucoup d'investisseurs. Mais je pense que s'ils essaient seuls, ils ne réussiraient pas. Il leur faut trouver un partenaire cambodgien. Certains étrangers ont beaucoup perdu avec de mauvais partenaires ...

Oui il y a de la corruption au Cambodge, mais pourtant il est facile d'y faire du commerce.

Cambodge Nouveau
avec les professionnels
Pour les professionnels

A PROPOS ...

2000 riels le litre, c'est l'existence d'un "cartel des distributeurs", selon le cabinet de Sam Rainsy (e-mail 4 avril), qui empêche la concurrence et maintient les prix à un niveau très élevé. "Les compagnies privées donnent des bakchiches aux responsables de la municipalité de Phnom Penh et au PPC pour obtenir des terrains à des emplacements très favorables pour leurs stations-services. Ils récupèrent ensuite

des aides aux entreprises :

CREDIT RURAL

Son Koun Thor
Président-directeur général de la Banque de Développement Rural

Le rôle du Bureau de supervision des systèmes bancaires décentralisés, dont je suis coordinateur, situé à la Banque nationale du Cambodge, est d'assister les ONG spécialisées dans le micro-crédit à se transformer en Instituts de micro-finance ("IMF"), licenciés par la Banque nationale.

Banque de Développement Rural et Prakas du 11.1. 2000 : le crédit rural est maintenant bien encadré

Aucune de ces ONG n'a encore de licence. L'ACLEDA est la plus avancée, elle a un accord de principe. Elle deviendra la banque spécialisée dans le crédit rural. EMT est très bien préparée et deviendra également une "IMF". Ensuite viendront Hattha Kaksekar, en cours de préparation et SEILANITI (sur ces ONG, cf 131). Deux ou trois autres envisagent le même processus. Toutes seront des sociétés privées.

Le rôle du Bureau de supervision est d'abord d'informer

sur la réglementation (le prakas du 11 janvier 2000) qui régit le micro-crédit et les ONG qui le pratiquent. A leur demande, nous organisons des séminaires avec nos techniciens, soit sur place (Kompong Cham, Kampot, Pursat, ...) soit à Phnom Penh. L'Agence Française de Développement finance ces opérations, la Banque Asiatique de Développement va s'y joindre.

Le crédit rural touche 6 153 villages, 334 000 familles, 1, 7 million de gens

Nous sommes en pleine évolution. La BAD va envoyer des consultants pour assister la Banque nationale et la Banque de Développement Rural - dont le capital vient de passer de 2,5 à 5 millions de FF grâce à l'AFD (1 million de dollars) et à un apport gouvernemental de 1,5 mio.

La BDR est d'ailleurs déjà active : elle a prêté 1 million de dollars à l'ACLEDA - qui a remboursé. En 2000 elle va prêter presque autant à EMT et presque 500 000 dollars à Hattha Kaksekar.

19 mio de dollars de l'ADB
Je reviens de Manille où nous avons négocié le prêt de 19 millions de dollars de l'ADB. Les conditions obtenues sont très favorables : 1 %, sur 15 ans. La presque totalité en

fonds de crédit, et une petite partie pour du matériel (véhicules).

Le gouvernement, qui reçoit ces fonds, les prête à la BDR à un taux qui sera de 6 à 7 %. La BDR à son tour prêtera à un taux d'environ 11 % par an, la moitié en dollars, la moitié en riels.

C'est un grand pas en avant que ces prêts font effectuer au crédit rural. Actuellement **le crédit rural touche 334 000 familles rurales, soit environ 1,7 million de gens. Nous en sommes donc à 17 % du total.** Pour atteindre complètement l'objectif il faudrait 100 millions de dollars.

Grâce à l'ADB, l'AFD, etc ... le nombre des prêts va doubler

Qu'est ce qui empêche une progression encore plus rapide ? Pas tellement les fonds, l'ADB, d'autres organismes pourraient nous en prêter. Mais surtout le nombre d'agents qualifiés. Il est essentiel que la gestion reste rigoureuse, et pour cela que les opérateurs soient très bien formés.

Les prêts aux villageois sont à des taux de de 2 à 4 % par mois, soit 24 à 48 % par an. C'est encore assez élevé. Ces taux pourraient être diminués si les frais de gestion pouvaient être comprimés. Ils viennent par exemple du mauvais état des routes rurales, qui coûtent cher en véhicules et en temps.

On observe que les paysans sont de bons payeurs : il y a très peu d'impayés dans le

système de la caution solidaire. Il y en a un peu plus dans le système des prêts individuels. Mais au total le taux de remboursement de 88 % est très satisfaisant.

Le crédit rural, qui a commencé au Cambodge dès 1991 et a acquis une bonne expérience en presque 10 ans, va transformer les campagnes dans toutes les parties du pays.

organiser le traitement et la commercialisation des productions

Deuxième étape : traitement et commercialisation

Sans attendre que le crédit rural ait touché tous les paysans cambodgiens, il faut passer à la deuxième étape qui consiste à les aider à organiser et commercialiser leurs productions. Il s'agit ici de créer une petite et moyenne agro-industrie.

On en discute officieusement, mais les choses sont déjà bien avancées. L'ADB est prête à consacrer 10 millions de dollars à des aides au secteur privé dans ce domaine. Elle va envoyer en mai une mission au Cambodge. L'AFD de son côté a déjà proposé un crédit à long terme. *Proparco* est prête à venir ...

Ce qui manque, ce sont des projets rentables, "bancables". Mais on peut penser que le développement va être rapide. Nous négocions avec l'ADB un crédit qui apportera une assistance technique pour former le personnel. L'AFD, GTZ (Allemagne) ont aussi des pro-

Crédit rural : deux sortes de prêts, de 13 à 800 dollars

Le crédit rural prévoit deux sortes de prêt, indique entre autres la brochure que vient de publier (avril 2000) le Bureau de coordination des systèmes bancaires décentralisés :

- **le prêt individuel** : il va de 100 à 500 dollars pour une durée n'excédant pas un an pour le petit business à 2 ans pour l'exploitation de taille moyenne. Intérêts : 2 à 3 % par mois, ou 22 % par an (selon les opérateurs). Des garanties sont nécessaires. Cas particulier : l'ACLEDA prête de 4 000 à 70 000 dollars pour de petites entreprises, pour une durée de 2 ans.

- **le prêt à un groupe** : destiné aux plus démunis ayant de petits projets. Le plus souvent des femmes. Il n'y a pas besoin de garanties, mais l'emprunteur doit faire partie d'un groupe qui garantit le remboursement. Montant des prêts : de 50 000 riels à 3 millions de riels (13 à 800 dollars) avec un intérêt de 3 à 5 % par mois selon les opérateurs.

Certains opérateurs font des prêts en matériel, en animaux, en céréales, sous forme de "banques de riz", "banque de vaches", banque de cochons", etc ...

La plupart des opérateurs cherchent à mobiliser l'épargne de leurs clients, ils rémunèrent cette épargne 1 % par mois. Rythme moyen de ces dépôts : 1000 à 2000 riels par mois. Certains opérateurs demandent à l'emprunteur de déposer une épargne avant de souscrire un emprunt.

Selon l'importance et les besoins des emprunteurs, il existe une formation et un suivi avec des conseils aux emprunteurs.

Crédit rural : situation en chiffres

décembre 1999

Pour les 49 opérateurs de crédit rural recensés par le Bureau de coordination du Crédit décentralisé, **le montant total des prêts en cours est de 87, 092 milliards de riels, soit 22 919 millions de dollars. Le nombre des emprunteurs est de 334 145.**

L'épargne totale est de 6,385 milliards de riels pour 134 350 épargnants.

Le montant moyen des prêts est de **68 dollars.**

Au total **6 153 villages sont touchés par le crédit rural.**

1099 personnes sont employées par ces 49 opérateurs.

Sur les 49 opérateurs de crédit rural, 10 ont plus de 1 milliard de riels de prêts en cours. L'ACLEDA de loin en tête, a 61,79 milliards de prêts en cours sur un total, pour ces 10, de 81,48 milliards. Elle a 330 employés, opère dans 12 provinces, 92 districts, 637 communes, 2 431 villages. Nombre d'emprunteurs : 58 355. Taux des prêts : 5 % par mois, 22 % par an.

Après l'ACLEDA, selon le montant des prêts en cours : le PRA-SAC (Union Européenne), EMT (cf 131), CRS, CCB, Seilanithih, Hattha Kaksekar, ANS, etc ...

La Banque de Développement Rural a fourni en 1999 à 11 organismes, dans 14 provinces, un total de 2, 041 millions de dollars.

Crédit rural - Proparco - Asia Invest

jets dans ce domaine. Une autre négociation est en cours pour une assistance technique de 1,5 mio de dollars, la signature doit intervenir le 23 avril.

Il est clair que l'ADB est déterminée à aider l'agriculture cambodgienne. On attend le versement de 15 mio de dollars, la deuxième tranche de son aide dans le domaine agricole.

L'AFD de son côté étudie un réseau mutualiste -épargne et crédit- qui permettrait des prêts de 2 à 3 % par mois soit 24 à 36 % par an (un progrès sur le maximum de 48 % actuel).

Urgence de la loi foncière

Mais les bailleurs de fonds insistent pour que du côté cambodgien la nouvelle loi foncière, dont le projet est terminé, soit discutée et adoptée. C'est maintenant imminent.

PROPARCO

La Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Economique est une filiale de l'Agence Française de Développement. L'idée est de financer des PME avec la participation de capitaux privés (Elf, Renault, ...) à travers des banques locales (cn 59). L'activité de la PROPARCO sera très prochainement exposée au Club d'Affaire Franco-Cambodgien par un spécialiste de l'AFD.

**Cambodge
Nouveau**
ne copiez personne
ne le copiez pas !
Citez - le !

A PROPOS ...

Le Sénat a un an

Le Sénat a marqué le 25 mars son premier anniversaire. Après une année d'activité, les sénateurs estiment que le rôle du Sénat est mal défini par l'amendement à la Constitution de début mars 1999. La "coordination" qu'il doit assurer avec l'Assemblée nationale et le Gouvernement royal est un rôle trop imprécis. Il faut d'autre part modifier les rôles et les règlements internes.

ASIA INVEST

Luc Vercoore, directeur

Le programme de l'Union Européenne, qui s'étend de fin 1998 à fin 2002, et dispose d'un budget global de 45 millions d'euros, vise à **favoriser la coopération entre l'Europe et l'Asie**, où la Commission de Bruxelles a conscience que l'Europe est insuffisamment présente. Asia Invest entend favoriser la **coopération au niveau des petites et moyennes entreprises** : joint-ventures, et tous accords entre entreprises européennes et asiatiques, sous-traitance, licences, accords de distribution, apports techniques, ... du moment qu'il s'agit de **partenariats à long terme**.

Le succès dépend de la préparation

Il ne s'agit donc pas de promouvoir les exportations, dans un sens ni dans l'autre. Il ne s'agit pas non plus d'une aide à l'investissement, contrairement à ce que le nom "Asia Invest" peut faire croire, observe M. L. Verscoore, venu présenter le projet au Club d'Affaires Franco-Cambodgien le 26 mars. Asia Invest ne donne pas d'argent, ni n'en prête, ne joue pas le rôle d'une banque. Son aide consiste à **préparer les partenariats souhaités** en apportant : 1) une information précise sur les marchés et sur les partenariats et accords possibles, information que les petites et moyennes entreprises n'ont souvent pas les moyens d'acquérir; 2) une formation, ou préparation au partenariat.

1. L'information : pour acquérir ces informations précises sur les marchés et les entreprises, Asia Invest utilise les organisations professionnelles existantes sur place :

chambres de Commerce souvent, associations, clubs, etc ...

Dans le cas particulier du Cambodge, Asia Invest va faire réaliser cette année par des experts indépendants une synthèse de tout ce qui existe, et une étude sur les opportunités. Ce rapport servira en premier lieu à faire connaître le Cambodge, encore très ignoré de la communauté d'affaires européenne, et à redresser l'image du Cambodge qui reste "décalée par rapport à la réalité", reconnaît M. L. Verscoore.

Cette étude sera largement diffusée par la lettre d'informations d'Asia Invest, par Internet et par des séminaires.

Favoriser des partenariats euro-asiatiques à long terme

2. La formation / préparation : pour que les entreprises européennes et asiatiques candidates concluent réellement un accord de partenariat, il faut une préparation soignée : sélection des entreprises, analyse des potentiels respectifs et communs, stratégie, ...

Il faut préparer des entreprises à faire du business selon des législations, des règles, des coutumes qu'elles ne connaissent pas; les aider à franchir le fossé culturel. Il y a des petits séminaires dit "business culture familiarisation" ...

Grâce à cette préparation, le taux de succès enregistré dans les pays où Asia Invest est déjà actif, l'Inde, la Chine, la Malaisie, est de 25 %. Le même taux que celui que l'on a observé en Europe depuis 10 ans.

En moyenne 100 000 euros
Ce sont les organismes professionnels locaux qui présen-

tent à Asia Invest les dossiers des projets-candidats, en règle générale en partenariat avec une chambre de Commerce de l'un des 15 pays membres de la Communauté. Au Cambodge, le CAFC peut-être l'organisme compétent. On pourrait imaginer qu'existe une chambre de Commerce Euro-Khmère, qui présenterait des projets à Asia Invest ...

Le comité d'évaluation d'Asia Invest (qui ne compte que 12 personnes) examine les dossiers : les partenaires, le projet détaillé, le budget nécessaire. Si le projet est égrégé, des fonds sont mis à disposition de l'organisme intermédiaire qui a présenté le projet, et qui gère ces fonds conformément au projet. En moyenne chaque projet coûte 100 000 euros.

En règle générale, il est demandé une participation de 50 % aux partenaires. Dans le cas du Cambodge, cette participation peut être ramenée à 20 %, et encore elle peut être chiffrée en "temps passé". On peut envisager pour de petites entreprises une participation symbolique de 100 ou 200 dollars, qui marque l'engagement du demandeur ...

Asia Invest n'intervient pas dans le déroulement de l'opération, n'a pas de rapports directs avec les entreprises concernées, ne leur verse aucun fond. C'est l'organisme qui a présenté le projet qui suit l'opération et lui apporte son expertise technique.

C'est pour assurer un suivi des opérations et des partenariats durables qu'Asia Invest ne fait pas appel à des consultants ou experts extérieurs mais implique des organismes professionnels permanents.

L'objectif est que les joint ventures et accords euro-asiatiques ainsi créés continuent au-delà du projet Asia Invest.

Ces premiers sénateurs n'ont pas été élus mais nommés pour 6 ans. Il est prévu par la Constitution que dans l'avenir les 61 sénateurs devront être élus, selon une procédure qui doit être définie par la loi, à l'exception de quatre : deux nommés par le Roi et deux choisis par l'Assemblée nationale.

Procès

Seul le premier des 4 points de désaccord subsistant entre le gouvernement et l'ONU n'est pas encore résolu : - les co-

procureurs : l'ONU demande un mécanisme pour le cas où les deux co-procureurs ne seraient pas d'accord; Hun Sen propose qu'il y ait accusations conjointes, et en cas de désaccord l'arbitrage de l'une des trois instances du système judiciaire cambodgien ; - l'amnistie : l'ONU demande que les amnisties accordées précédemment ne jouent pas; le projet de loi n'en parle pas; le gouvernement estimait jusqu'à présent que la Constitution, qui donne au Roi le droit de pardon, ne

pouvait être changée (il faut alors distinguer pardon et amnistie ?); - arrestations : l'ONU souhaite que les personnes inculpées soient toutes arrêtées; le gouvernement dit que la question est traitée dans le projet de loi; - composition du tribunal : l'ONU souhaite que les juges ne soient que 3 à 5 : pas de problème.

Il pourrait y avoir un nouveau dialogue gouvernement-ONU après le vote de l'Assemblée pour donner une forme définitive à cette construction.

Michel Marty et ses légumes "bio"

L idée de Michel Marty : produire des légumes de qualité, "bio" (c'est à dire sans pesticides ni herbicides ni engrais chimiques), destinés à la consommation des grands hôtels et des meilleurs restaurants de Phnom Penh.

Les légumes "bio" de Michel Marty sont en concurrence avec les légumes importés par avion (de Dalat, de Nouvelle Zélande, ...).

Pour les légumes consommés à l'heure on trouve sur les marchés de Phnom Penh, environ 1700 tonnes par an, ils viennent pour environ 80 % du Vietnam. Ils sont vendus à des prix très bas parce qu'ils échappent largement aux taxes, et aussi parce que les Vietnamiens cherchent avant tout à obtenir des dollars. Pour en avoir, ils vendent souvent au prix coûtant. Ces légumes sont de qualité en général non contrôlée.

Mais avec ses légumes bio M. Marty a apporté des enseignements très utilisables par les agriculteurs cambodgiens.

Il a acquis, avec sa femme cambodgienne, d'abord 2 ha, dans la province de Kompong Speu, où l'on dit pourtant le terrain peu fertile.

Sa première production a commencé en juillet 1997 (cn 93). Il

assure tout lui-même, depuis le défrichage du terrain : culture, achats des intrants, stockage, emballage, transport, jusqu'à la vente aux clients.

Aujourd'hui il a 10 ha, en trois exploitations, 30 employés, et 50 % du marché "5 étoiles" de Phnom Penh. Ses légumes sont vraiment frais (l'exploitation est à 1 heure de Phnom Penh), et 50 % moins chers que les légumes importés par avion. Il pense à passer à une dimension supérieure.

Il n'a jamais été aidé par quelque organisme que ce soit, n'ayant pas le statut qui convient.

enseignements

Cette expérience a apporté plusieurs démonstrations et enseignements intéressants :

- même sur une terre réputée très pauvre comme celle de Kompong Speu on peut obtenir de bons résultats, avec de l'irrigation et de l'engrais naturel (il y a beaucoup de bovins dans cette province). Il a fallu faire cependant un effort d'investissement particulier pour les semences (utilisation de graines de qualité) et des produits phyto-sanitaires;

- on peut produire des légumes toute l'année;

- les légumes "bio" sont plus chers, mais pas beaucoup plus que ceux que l'on trouve sur les

marchés. Ils sont même parfois au même prix;

- le pouvoir provincial est très fort; dans notre cas, il a beaucoup soutenu le projet;

- les paysans n'ont que de très faibles rendements parce qu'ils ne savent pas. Mais ils sont capables d'acquérir les connaissances; et de devenir par exemple responsables des cultures "bio".

la question des terrains

Il en existe de trois sortes, en fonction des propriétaires :

- une partie des terres est réservée au peuple, c'est à dire appartient à de petits propriétaires qui ont chacun 50, 100 m², ...; on peut traiter avec eux, mais c'est un long travail, avec beaucoup de démarches;

- une partie est à la province. Elle peut louer des surfaces importantes, pour de longues durées, jusqu'à 65 et 70 ans. Mais les étrangers ne peuvent pas être propriétaires (une nouvelle loi foncière est prête);

- une partie est donnée à l'armée, aux militaires démobilisés. A Kompong Speu, 40 000 ha étaient disponibles pour l'armée. 27 sociétés privées ont été créées mais les investisseurs ne sont pas venus, et les terrains non utilisés revenant à la province, les 40 000 ha se trouvent réduits à 6000.

Il existe donc à Kompong Speu (comme dans les autres provinces) de très grandes sur-

faces de terrain utilisables, souvent anciennement boisées, mais très défrichables.

D'autres chiffres le confirment : autrefois 140 000 ha étaient exploités dans la province de Kompong Speu; il n'y en a maintenant que 90 000.

Les investisseurs ne devraient pas avoir peur des militaires démobilisés, estime M. Marty. Ils reçoivent 20 dollars par mois et du riz, mais ce n'est pas assez pour vivre. Comme d'autre part ils sont eux-mêmes souvent assez éloignés des travaux des champs, ils sont ouverts à tous les projets d'investissements.

Le gouvernement et le ministère de l'Agriculture donnent leur assentiment aux projets d'investissements. On peut acquérir un terrain avec la garantie gouvernementale.

"Il ne faut donc pas être trop craintif", dit Michel Marty. Notre propre exemple montre que l'on peut réussir dans cet environnement !"

Répandre l'expérience

Un projet, très soutenu par des responsables cambodgiens au niveau provincial et gouvernemental : créer sur place un centre de formation en même temps qu'une "filiale semences" et une "filiale phyto-sanitaire", pour que l'expérience de Michel Marty serve à de nombreux agriculteurs cambodgiens.

CEDAC

Dr Yang Saing Kom

Créé sur mon idée en 1997, avec l'aide du GRET le Centre d'Etude et de Développement Agricole du Cambodge compte maintenant 20 salariés, tous Cambodgiens. La "french connection", qui représentait au départ 75 à 85 % de nos ressources, reste forte : 50 % environ, avec le ministère français des Affaires étrangères, le CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale), l'AFD, ... Mais interviennent aussi l'Oxfam, l'Allemagne (GTZ), le Japon un peu ... Notre vocation : **contribuer à une meilleure organisation de l'agriculture cambodgienne, particulièrement familiale.**

Nous ne travaillons pas pour des sociétés privées -notre but n'est pas lucratif- mais pour des organismes comme l'AFD, la JICA, GTZ, VSF (Vétérinaires Sans Frontières), Agri-Sud, CFSF (Cambodia Fuel Saving Proj-

ect), Oxfam America, etc ...

Notre fierté c'est de constituer une bonne équipe, d'être reconnus par tous ces organismes comme des gens sérieux, capables de faire du bon travail. Une faiblesse : les langues étrangères nous gênent et nous sommes encore un peu lents.

Exemple : les plantations familiales d'hévéas

Un exemple, nous avons réalisé pour l'AFD l'étude de faisabilité des plantations villageoises d'hévéas.

Si ce projet ne marche pas aussi bien ou aussi vite qu'on le voudrait, c'est qu'il n'y a pas assez de communications entre les financiers et les techniciens d'une part, et les paysans d'autre part. Ils sont intéressés par le projet, mais ils ne se décident pas, c'est du "wait and see"; il faudrait les informer et les motiver davantage.

Un autre facteur : les grandes plantations voisines de Chup et de Tapao ne souhaitent pas que les villageois deviennent plus indépendants, pour la vente des produits surtout.

Avec le système AFD, ils pourraient devenir meilleurs négociateurs ...

Beaucoup de faiblesses à corriger

Ce qui manque surtout à l'agriculture cambodgienne, c'est - d'abord améliorer la qualité des semences, et les techniques de production.

- Il faut aussi mieux gérer la fertilité des sols.

- et une grande faiblesse, c'est le traitement des productions, le conditionnement (l'emballage), et la commercialisation. Il n'y a pas d'organisation entre les paysans, qui se trouvent en situation de faiblesse devant les commerçants.

- Il faut qu'il y ait un contrôle de la qualité, pour éviter de mélanger de bons produits avec de moins bons.

Il arrive que pour augmenter le poids des produits à la vente, on y ajoute de l'eau. C'est mauvais pour l'image de tous les produits !

- et la délimitation des terrains pose un grand problème, qui s'aggrave parce que la population augmente,

et que des gens riches achètent de grands terrains dont ils ne font rien. Il faudrait un "zoning" qui délimite clairement les zones protégées, les concessions, les terrains de la province, ceux des militaires, ceux du gouvernement, ceux des villageois, ceux qui peuvent être vendus; et même problème pour les eaux et la pêche ! C'est pourquoi il y a beaucoup de protestations, les litiges augmentent.

Quelques idées

La noix de cajou : il faut la collecter (souvent auprès de très petits producteurs), la traiter et l'emballer au Cambodge, alors qu'elle est traitée au Vietnam et revient au Cambodge où elle est vendue à prix élevé (cn 20);

le soja, c'est une bonne idée, mais il faut améliorer la qualité, la technique de traitement, la commercialisation;

l'élevage de bovins, surtout dans le Mondolkiri et Preah Vihear, pour le lait et pour la viande;

etc ...

PIRATES ET STRATÈGES DANS LES MERS ASIATIQUES

Dans les eaux de l'Asie du Sud et du Sud-est, de Sri Lanka aux Philippines, de l'Indonésie au Bangladesh, la piraterie est en plein essor.

Selon un récent article publié par la *Far Eastern Economic Review* de Hong Kong, avec 211 actes de piraterie enregistrés en 1999 par le Bureau Maritime International, une agence de la Chambre de Commerce internationale, basé à Londres, l'augmentation est de 70 % par rapport à 1998.

La plupart de ces actes de piraterie sont réalisés dans les eaux indonésiennes, surtout dans la mer de Java, entre Java et Kalimantan : 113 en 1999, et dans le détroit de Singapour. Et la plupart sont

de brèves attaques, "hit and run".

Rares sont les détournements de navires, comme celui du cargo japonais Alondra Rainbow, le 22 octobre 1999, qui transportait pour 20 millions de dollars de lingots d'aluminium. Après deux semaines, les pirates et le bateau se sont faits arraisonner par la marine indienne, après échanges de coups de feu. Quant à l'équipage d'origine, deux officiers japonais et 15 marins philippins, il a dérivé 10 jours sur un radeau avant d'être sauvé par des pêcheurs thaïlandais.

Proposition du Japon

Tous les pays de la région s'inquiètent, mais le plus décidé dans la réaction est le

Japon, pourtant très éloigné des zones de ces zones à risques. C'est que la moitié de ses importations de carburant venant du Moyen Orient passent par le détroit de Malacca. La sécurité de cette route maritime le concerne au plus haut point.

C'est aussi que le Japon voit là le moyen d'intervenir dans cette région en se rendant utile. L'idée du Premier ministre Obuchi (*l'article a été publié début mars*) est de créer des patrouilles de surveillance maritimes mixtes, avec des unités appartenant à plusieurs pays, comportant donc des garde-côtes japonais.

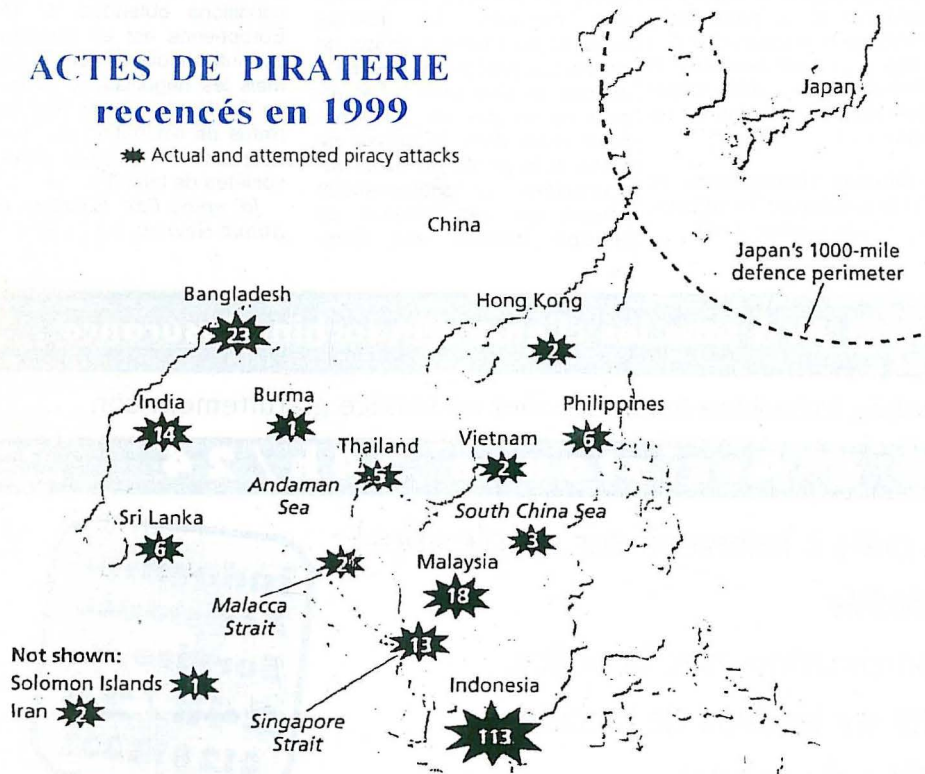
Cette proposition aurait pu être rejetée tout net par des pays qui gardent un mauvais souvenir de l'occupation

japonaise, des anciennes ambitions du Japon concernant la région, qui se défient de ce qui pourrait ressembler à une activité militaire du Japon hors de ses frontières. D'ailleurs l'opinion japonaise elle-même est très vigilante face à tout risque de dérapage.

Mais les premières réactions, de la Malaisie, de Singapour par exemple, sont favorables. A la réunion de l'ASEAN en novembre dernier, l'idée japonaise a suscité de l'intérêt. Les compagnies de navigation et les assurances maritimes de leur côté n'ont pas de scrupules historiques et poussent à une action conjointe qui augmenterait la sécurité. Le Japon a invité les responsables des pays de l'ASEAN à venir discuter fin avril au Japon de l'idée de patrouilles mixtes.

ACTES DE PIRATERIE recensés en 1999

★ Actual and attempted piracy attacks



Source : FEER / Bureau maritime international

Arrière-pensées ?

Il est possible qu'en faisant bon accueil à l'idée japonaise certains pays aient une arrière-pensée : pour équilibrer la montée en puissance de la Chine, pour contre-balancer la puissance américaine, il n'est pas forcément mauvais que le Japon augmente quelque peu son rôle dans la sécurité de la région.

C'est sans doute une motivation pour beaucoup de pays qui n'ont pas, seuls, les moyens de mener une stratégie régionale propre.

Mais la Chine ? Elle n'a pas fait de commentaires mais on peut penser que le projet japonais ne lui plaît nullement. Une bonne idée, ce pourrait être de l'inviter à participer à ces patrouilles mixtes.

Après tout, c'est souvent en Chine que l'on retrouve les pirates et les bateaux piratés et la Chine fait de grands efforts pour nettoyer ses côtes

[c.n. d'après *Foot in the Water*, article de Nayan Chanda paru dans la FEER, du 9 mars 2000].

A PROPOS

Pirates fluviaux

L'attaque d'un bateau, sur le trajet Phnom Penh - Siem Reap, le 22 mars, par 7 hommes qui ont dévalisé les 90 passagers - dont 44 étrangers - n'a pas eu d'effet durable sur l'afflux des touristes. Les arrivées de touristes restent très nettement supérieures à celles de 1999. On étudie les moyens de mieux assurer la sécurité des trajets par voie fluviale.

Zazie à Chaktomuk

Applaudissements à tout rompre, balancements collectifs bras levés, trépignements et sauts sur place, cris et glapissements, ferveur des groupies, reprise par la salle des airs connus... Zazie et ses musiciens ont emballé deux salles combles d'adolescents assoiffés d'ambiance et de rythmes les 25 et 26 mars.

"Nouvelle chanson française" ? C'est possible, mais les mots comptaient peu. La salle communiait dans un enthousiasme

international. La globalisation gagne Phnom Penh.

CAMBODGE NOUVEAU
le journal des
désidés
votre
meilleur
investissement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages Pen Mary
Cartographie Sambath Houth
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cn@forum.org.kh

LIVRES

L' Economie vietnamienne et la crise asiatique

Quantité de livres et d' études paraissent ces temps-ci sur l' économie du Vietnam. Celui-ci est fait des contributions de 19 auteurs, français et vietnamiens, la plupart chercheurs universitaires. Certaines sont à l' usage des seuls chercheurs (les chapitres sur l' "apport de la modélisation", avec des pages de paramètres, d' équations, d' hypothèses et de simulations). Au total cependant, c' est un livre qui décrit bien la crise asiatique, causes, enseignements, évolution et conséquences possibles (chapitres de J. Nagels, J. Mazier, Thi Anh Dao Tran, Dao The Tuan ...); et qui situe bien le cas particulier du Vietnam, avec des chapitres solides : Schwab et Nguyen Thi My Dung : "Perspectives à moyen terme de l' économie vietnamienne"; Tran Hoang Ngan : "L' impact de la crise financière sur l' économie vietnamienne et les mesures du gouvernement vietnamien"; S. Degallaix : "Compétitivité de l' économie vietnamienne et termes de l' échange"...

Certains chapitres dépassent le sujet central (par exemple celui

très documenté sur les investissements du Japon à l' étranger), s' interrogent sur l' avenir de la région entière.

Concernant la régionalisation, Florence Marque observe "la volonté des nations de la région de s' affranchir d' appareils institutionnels trop rigides et contraignants en privilégiant à l' inverse le pragmatisme, l' informel, et la souplesse des relations intra-régionales. L' interconnexion des entreprises, des acteurs et des sociétés, au travers des rapports humains, de solidarité et de confiance que leurs opérations suscitent, reflètent un rapprochement régional informel, silencieux et utilitaire.

"Les ambitions hégémoniques chinoises semblent s' être faites plus claires dans le contexte de la crise (...) L' ambivalence régionale s' impose une fois de plus entre le partenariat et la méfiance. La crainte d' un potentiel hegemon que ce soit la Chine ou le Japon se double de la nécessité d' un partenariat avec ces deux puissances (...) La crise (...) peut accélérer et approfondir la dynamique coopérative et intégrative régionales (...)".

L' Economie vietnamienne et la Crise asiatique, 19 auteurs, 310 p., L' Harmattan, 1999.

ME DIAS

Presse écrite

Les médias et particulièrement la presse écrite vont jouer un rôle important dans les rivalités entre partis pour les élections communales. C' est le Funcinpec qui a le plus faible réseau médiatique. Depuis la disparition du quotidien monarchiste *Antarakum*, il ne reste au Funcinpec que le bi-hebdomadaire *Khmer Amatak*, alors que le Parti Sam Rainsy a au moins 5 publications régulières, dont *Samleung Yuvachun Khmer*, *Moneak-sekar Khmer*, *Sereipheap Thmei* et que le PPC peut compter sur de nombreuses publications, dont le *Rasmei Kampuchea*, qui a de loin le plus fort tirage.

[d' après Udom Katté khmer, 23.3, trad. The Mirror].

Casinos

Le gouvernement a accordé au moins 20 licences pour ouvrir des casinos. La licence coûterait au moins 1 million de dollars aux plus petits, environ 3 millions au plus gros. Cet argent ne va pas au gouvernement mais dans la caisse de partis et de la poche de hauts responsables. Le gouvernement pensait que ces casinos, en principe interdits aux Cam-

bodgiens, attireraient beaucoup de touristes, mais la Thaïlande et le Vietnam s' efforcent d' empêcher les touristes d' y aller. D' autre part, le ministère des Finances et le ministère de l' Intérieur se disputent le contrôle des casinos.

[d' après Sar Neung Khmao, 28.3, trad. The Mirror].

La Chine et la WTO

L' admission de la Chine dans l' Organisation Mondiale du Commerce n' est pas encore prochaine. Une étape préliminaire, un accord avec l' Union Européenne, se fait encore attendre toujours pas atteinte. Cet accord devait favoriser l' attribution à la Chine par le Congrès Américain des PNTR, *Permanent Normal Trade Relations*. Le système d' admission comme membre de la WTO veut que le pays candidat négocie d' abord de façon bilatérale avec les uns ou les autres des 135 membres, et généralise ensuite les meilleures conditions obtenues. L' Union Européenne est en principe un bon intermédiaire pour la Chine. Mais les négociations Chine-UE de fin février n' ont pas abouti (refus de diminution de taxes et de prises de majorité dans les sociétés de télécom. ...).

[d' après Far Eastern Economic Review, 9.3., trad. C.n.]

INFORMATION à tous les clients d'Indochine Insurance :

depuis le 1er septembre, Indochine Insurance met en service gratuitement son

Service d'Assistance 24h/24

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- Service Gratuit, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.

"La raison du plus fort est toujours la meilleure." !

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

*Soyez exigeant,
Choisissez*



indochine
INSURANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge
Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet: www.indochine.net